

ADMR du Gers : droit de réponse



ADMR du Gers : droit de réponse

L'ADMR du Gers considérant que l'article du 19 avril 2023 mentionne « des affirmations erronées mais également qui laissent entendre quelques pratiques douteuses », demande un droit de réponse dont ci-joint la publication.

« Suite à l'article paru le 19 avril dans le Journal du Gers, le réseau ADMR a souhaité exercer son droit de réponse. Les associations ADMR (associations loi 1901 à but non lucratif) assurent la gestion de services d'aide, d'accompagnement à domicile avec des financements spécifiques qui y sont dédiés et d'ailleurs parfaitement contrôlés. Au-delà de la gestion des services à la personne, les associations ont également une autre mission inscrite dans l'objet social même: l'animation locale.

Pour ce faire, de nombreuses actions sont menées par les membres des associations (journée fleurs, vente de calendriers, opération de solidarité pour les fêtes de fin d'année, etc...). Quelques communes aussi attribuent, selon leur bon vouloir, des subventions qui permettent de soutenir le tissu associatif local (comme cela se fait pour beaucoup d'associations qui n'ont d'ailleurs pas forcément un objet social...). Rien donc de très surprenant à ce que des fonds dédiés à la vie associative puissent profiter au plus grand nombre...Les actions d'animations locales n'ont par conséquent, aucun financement de quelque caisse de retraite que ce soit !

L'ADMR renouvelle d'ailleurs toute sa reconnaissance à tous ceux qui contribuent favorablement (d'une manière ou d'une autre) à la richesse de la vie associative permettant ainsi de rompre l'isolement et de participer de la fidélisation des salariés (que ce soit pour une sortie au Festival des Lanternes, au Petit Train d'Artouste et même au Pas de la Case..., afin de répondre aux souhaits du plus grand nombre). Sans compter que les sommes affectées à la vie associative viennent également bien souvent compenser une insuffisance de financements pour réaliser certains achats pourtant bien nécessaires à améliorer les conditions de travail des salariés...

Sur la question de l'indemnisation des déplacements aux salariés, l'ADMR applique la Convention Collective de Branche de l'Aide, de l'Accompagnement, des Soins et Services à domicile. Nous venons confirmer que les services d'aide à domicile de l'ADMR du Gers rémunèrent bien l'ensemble des temps de déplacements en temps de travail effectif comme le prévoit la Convention. A cela, s'ajoutent bien entendu l'indemnisation kilométrique qui s'élève à 0,38 euros/km avec une part carburant à hauteur de 0,14 euros/km, ce qui revient à indemniser le litre de carburant à 2,33 euros (sur une base de consommation à 6 litres au 100) ».

La présidente de l'ADMR, Madame VARGA.